

www.ici-grenoble.org

Les infos locales

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs

Juin 2016



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs depuis un mois ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'événements marquants glanés dans la presse locale ou nationale en mai 2016.

(Les sources sont entre parenthèses)

[Les éventuels commentaires sont encadrés]

Un nouveau préfet

Un nouveau préfet vient d'être nommé en Isère. Lionel Beffre, énarque de 52 ans, est classé "à droite". Il a notamment été chef de cabinet de Dominique de Villepin en 2006. Son prédécesseur, Jean-Paul Bonnetain, est parti à la retraite. Dans son discours de départ, il a envoyé une petite pique à Nuit Debout : « *Parfois, ici aussi, les nuits sont debout ! Mais le matin nous le sommes aussi, nous...* »

(Dauphiné Libéré, 31/05/16)

* * *

Six manifestations en un mois

Jamais debout le matin ? Vraiment ? Le jeudi 26 mai à 7h, plusieurs dizaines de manifestant-e-s contre la loi Travail "et son monde" ont bloqué le boulevard Jean Pain et la Porte de France. Cette action audacieuse et particulièrement bien organisée a provoqué des bouchons monstres (voir [photos ici](#)). Les barricades de palettes et de pneus embrasés ont été dégagées à partir de 8h30 seulement. Aucune interpellation n'a eu lieu, les manifestant-e-s s'étant dispersé-e-s au bon moment.

Cette action était l'un des temps forts d'un mai de luttes intenses, avec pas moins de six manifestations en seulement cinq semaines. Voici un petit tour d'horizon des mobilisations, non exhaustif :

Le 1er mai, le 10, le 12, le 17, le 19 et le 26, les manifestations ont rassemblé de 1000 à 7000 personnes, selon les jours et les estimations.

La manifestation qui a probablement le plus marqué les esprits était celle du mardi 10 mai. Ce soir-là, suite à l'annonce par le gouvernement de l'utilisation du 49.3 pour faire passer la loi Travail au Parlement, l'Assemblée Populaire de [Nuit Debout Grenoble](#) décidait de partir en manifestation "sauvage". Près d'un millier de personnes ont défilé dans les rues de Grenoble.

Pour exprimer leur colère, une petite partie des manifestant-e-s ont brisé des vitrines de banques, de l'École de Management, du Dauphiné Libéré et des panneaux publicitaires. Les affrontements avec les forces de police ont duré plusieurs heures. L'odeur des lacrymogènes s'est fait sentir dans une grande partie du centre-ville... Six policiers ont été blessés, un manifestant a été interpellé.

Quelques jours plus tard, face aux dégâts importants dans le quartier de la gare, le Préfet a reconnu l'impuissance des forces de police ce soir-là, les gendarmes mobiles et les CRS étant indisponibles. Cependant, suite au 10 mai, la présence et la répression policière ont été davantage marquées, pendant et en marge des manifestations. Les tentatives de défilés sauvages en centre-ville ou d'actions collectives en fin de manifestation "officielle" ont été violemment contrées.

La rafale de balles tirée nuitamment sur la façade des locaux du PS Isère dans la nuit du 22 au 23 mai n'a pas amélioré les choses... Même en 2006 lors des mouvements contre le CPE, on n'avait pas vu des gendarmes encadrer les cortèges étudiants à ce point. Le 26 mai, six manifestant-e-s ont d'ailleurs été arrêté-e-s pour « *participation à une manifestation malgré un ordre de dispersion* ». L'un a été condamné à 4 mois de prison avec sursis et 105 heures de TIG pour avoir jeté des pierres sur la police.

Chaque manifestation de mai s'est prolongée par une grande Assemblée populaire de Nuit Debout Grenoble, avec des centaines de participant-e-s. Les débats ont été riches. Le démantèlement du campement de la MC2 a cependant été décidé autour du 23 mai. Ce pôle de rencontres, de discussions et d'activités était également source de nombreux problèmes avec des personnes s'appropriant le lieu pour d'autres usages, comme l'expliquent les [comptes-rendus d'Assemblée](#). Par ailleurs, la mairie ne souhaitait plus donner l'autorisation d'occuper les lieux et avait coupé les fluides.

Le mouvement Nuit Debout Grenoble se poursuit cependant, avec une Assemblée tous les soirs ou presque. Des actions régulières sont organisées, en particulier avec le nouveau collectif [On bloque tout](#) Isère. Jeudi 2 juin, plus d'une centaine de militant-e-s ont ainsi bloqué l'entrée de l'usine Raddial à Voreppe. Le président du directoire de cette entreprise n'est autre que Pierre Gattaz, président du Medef.

Prochain rendez-vous contre la loi Travail : un rassemblement puis une manifestation place Félix Poulat le jeudi 9 juin.

[Pour des photos et des récits plus détaillés des nombreuses mobilisations de mai, nous vous recommandons le site internet de [Nuit Debout Grenoble](#).]

(*Dauphiné Libéré*, 12/05/16, 18/05/16, 20/05/16, 24/05/16 et 28/05/16)

* * *

Qui a volé le panneau en mémoire de Samuel ?

Le samedi 10 octobre dernier, un jeune étudiant, Samuel, était abattu par un chasseur près de Revel. Il démarrait une randonnée vers le massif de Belledonne, sur un large chemin forestier. Le chasseur responsable « *expliquera aux enquêteurs avoir tiré en voyant un chevreuil* ».

Le 18 mai, des proches de Samuel ont installé un panneau en sa mémoire. L'inscription rappelait que ce jeune homme est « *décédé à l'âge de 20 ans d'un tir de chasseur* ». Quelques jours plus tard, le panneau a été subtilisé.

Rappelons que depuis ce drame, comme bien d'autres [graves accidents de chasse en Isère](#) ces dernières années, aucune des mesures de bon sens demandées par des associations comme la FRAPNA ou la LPO n'a été prise par la Fédération de chasse : l'interdiction de chasse sur les chemins fréquentés, un jour sans chasse le samedi ou le dimanche, ou encore la publication systématique des plans de chasse sur les panneaux d'affichage public.

Rappelons enfin que quelques jours après la mort de Samuel, le Dauphiné Libéré publiait un publi-reportage de la Fédération Départementale de chasse de l'Isère. Cet éloge de la chasse se concluait par : « *Si la chasse souffre d'une chose, ce n'est pas d'un excès de liberté, mais bien de surréglementation.* »...

(Dauphiné Libéré, 28/05/16, 18/10/15, 13/09/15, 20/09/15)

* * *

Pollution des eaux à Vif et au Gua : Suite et fin ?

Face aux colères suite au grave épisode de pollution fécale de l'eau du robinet de Vif et du Gua (voir les [Infos locales de mai](#)), la Métro a décidé de créer un nouveau forage dans la nappe du Drac, sur les champs de [captage de Rochefort](#). Le nouveau système pourrait alimenter Vif d'ici deux à trois ans. Le coût du chantier est estimé à 3,5 millions d'euros.

En attendant, comment éviter de nouvelles contaminations des sources de l'Echaillon ? La Régie des Eaux a mis en place une importante chloration de l'eau (0,5 mg/l). Méfiant-e-s, seulement 30 à 40 % des habitant-e-s se remettraient à consommer l'eau du robinet.

[Pour information, le chlore utilisé pour désinfecter l'eau peut réagir avec la matière organique présente dans le réseau et donner naissance à des dérivés, par exemple des trihalométhanes, des acides haloacétiques ou des haloacétonitriles. L'Institut de Veille Sanitaire a réalisé une [étude en 2008](#) sur ces sous-produits de chloration et leurs impacts sur la santé.

Grenoble fait partie des rares villes en France qui, contrairement à Vif ou au Gua, ont la chance de consommer une eau non chlorée grâce aux champs de captage de Rochefort.]

(Dauphiné Libéré, 28/05/16 ; ADES, 13/05/16)

* * *

Succès de la Marche des Fiertés

Un beau succès ! 1100 à 1500 personnes ont participé à la Marche des Fiertés du 28 mai dernier. Le but de cette manifestation était d'affirmer collectivement l'identité lesbienne, gay, bi et trans, de lutter contre toutes les formes de discriminations basées sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre.

Les organisateurs et organisatrices de la [Semaine des Fiertés](#) rappellent qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour une réelle égalité des droits, par exemple sur le don du sang pour les personnes homosexuelles, sur l'adoption ou sur la PMA pour les couples de femmes.

[Rappelons que l'homosexualité n'a été dépénalisée en France qu'en... 1982.]

(Dauphiné Libéré, 29/05/16)

* * *

Tri des emballages plastiques

Le système de tri des déchets évolue au sein de la Métro. Tous les emballages plastiques pourront désormais être jetés dans les poubelles vertes destinées au recyclage : les petits sacs fin, les paquets de chips, les pots de yaourt, tout type de bouteilles en plastique, etc.

Une partie de ces plastiques triés à [Athanor](#) sera utilisée par des industries pour fabriquer de nouveaux objets en plastique, comme des cintres ou des sacs poubelles. 1,6 millions d'euros ont été investis par la Métro pour ce nouveau système de tri.

Le tri des poubelles est encore loin de faire l'unanimité. À Grenoble, un tiers des déchets jetés dans les poubelles vertes n'aurait rien à y faire. Cette proportion atteindrait les 50 % à Pont-de-Claix, à Fontaine, à Échirolles ou à Noyarey. Saint-Martin-d'Hères ferait partie des villes "triant" le plus, avec seulement 20 % de déchets inadéquats dans les poubelles vertes.

Ce nouveau système de tri ne supprime cependant pas le problème de l'augmentation des volumes de déchets, des emballages et du gaspillage. En 2015, les habitant-e-s de la Métro auraient produit 920 000 mètres cubes de déchets, soit environ deux fois le volume du Stade des Alpes.

(Dauphiné Libéré, 03/05/16, 05/05/16 et 31/05/16)

* * *

Fuite d'infos au Bugey

La centrale nucléaire du Bugey fait de nouveau parler d'elle. Après les récentes révélations de la [CRIIRAD](#) sur de [graves fuites de tritium](#), *Le Canard Enchaîné* vient de publier des extraits d'une note interne d'Areva. Ce document confidentiel affirme que des composants de la centrale nucléaire du Bugey présentent des défauts « *pouvant avoir un impact sur la sûreté* ». Il s'agirait de pièces en acier vulnérables aux changements brutaux de température, au niveau d'un générateur de vapeur.

Cette information, si elle est confirmée, s'inscrit dans une série de révélations fracassantes ces dernières semaines sur de [graves malfaçons](#) de pièces fabriquées dans les forges d'Areva au Creusot. Nombre de ces défauts auraient été dissimulés à EDF.

(Canard Enchaîné, 25/05/16 ; Dauphiné Libéré, 30/05/16 ; Les échos, 08/05/16 ; Silence, juin 2016)

* * *

Le Conseil départemental s'attaque au Planning et au CIDFF

Après la Maison de la Nature et de l'Environnement de l'Isère et la FRAPNA le mois dernier (voir les [Infos locales de mai](#)), c'est au tour du [Planning Familial](#) et du [Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles](#) (CIDFF) de subir des coupes budgétaires du Conseil départemental de l'Isère. Déjà 25 000 euros de subventions en moins pour le Planning familial, et une suppression d'aides pour le CIDFF.

Le CIDFF est également affaibli par une baisse des subventions du Conseil régional. Pour dénoncer ces attaques politiciennes, l'association lance une [pétition de soutien](#) déjà signée par 1300 personnes. En l'absence d'aides publiques, le CIDFF cessera ses activités en septembre. Rappelons que le CIDFF accueille de nombreuses femmes et propose en particulier des permanences juridiques sur le Droit de la famille, le Droit du travail, les violences sexistes et les discriminations.

(Dauphiné Libéré, 28/05/16 ; communiqué du CIDFF, mai 2016)

* * *

Fabriquer de la neige à coups de millions

Quel est l'avenir des stations de ski face au réchauffement climatique ? Le Conseil régional lance un plan de dix millions d'euros pour construire davantage de canons à eaux et de retenues collinaires dans les stations des Alpes. Objectif : retarder les effets du réchauffement en produisant de grandes quantités de neige artificielle. Laurent Wauquiez promet 50 millions d'euros supplémentaires pour les années suivantes. De nombreux responsables de stations de ski "exultent" dans les médias.

Dans une [lettre ouverte](#), l'association [Mountain Wilderness](#) dénonce une fuite en avant et un gaspillage économique au détriment d'autres activités possibles en montagne. Elle rappelle [l'absurdité écologique et énergétique](#) des canons à neige face à un réchauffement climatique inexorable.

(Dauphiné Libéré, 04/05/16)

* * *

Solidarauto recherche des voitures

Le garage associatif et solidaire [SolidarAuto](#) recherche des dons de voitures. En échange, le donateur ou la donatrice recevra un an d'abonnement gratuit au service de partages de voitures [Cité Lib](#). L'association étant reconnue d'intérêt général, un reçu fiscal peut également être remis.

Rappelons que SolidarAuto est une association qui propose à ses adhérent-e-s la réparation, l'entretien et la vente de véhicules à petit prix. Les voitures sont révisées, garanties et vendues à moins de 3500 euros avec carte grise et plaques d'immatriculation. L'équipe est composée de garagistes professionnel-le-s.

Pour pouvoir adhérer à l'association, il faut être allocataire de la CAF si le quotient familial est inférieur au plafond CAF (750€ en 2014). Pour les non allocataires CAF, la demande doit être présentée par un centre social, un CCAS ou la CAF, sur la base du même plafond de quotient familial.

(Solidarauto Isère)

* * *

Indymedia Grenoble, c'est fini

Depuis plusieurs semaines, le site Indymedia Grenoble ne fonctionnait plus. Les personnes qui animaient ce média libertaire viennent d'annoncer l'arrêt définitif de ce projet.

* * *

Une étude économique déconstruit le projet Lyon-Turin

Bernard Reverdy, économiste et ancien professeur à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, a récemment produit une [étude économique](#) qui condamne clairement le projet de ligne à grande vitesse Lyon-Turin. Son analyse se concentre sur une question centrale : le volume annuel de marchandises susceptible de passer par la voie ferrée au Fréjus dépassera-t-il un jour la capacité de la ligne actuelle ? Chiffres à l'appui, Bernard Reverdy démontre que non.

Le dimanche 12 juin, le [Collectif citoyen contre le Lyon-Turin](#) organise un [rassemblement international](#) contre ce projet, à Chapareillan en Isère.

(ADES, 20/05/16)

* * *

Une nouvelle usine autogérée ?

Depuis 1960, l'usine Ecopla fabrique des barquettes en aluminium à St-Vincent de Mercuze, dans le Grésivaudan. Début 2016, elle a été placée en redressement judiciaire. Elle était détenue depuis 2012 par un businessman sino-américain, Jerry Ren. La CGT a dénoncé les erreurs de gestion et les ponctions de trésorerie effectuées par d'autres sociétés de ce multimillionnaire.

Pour éviter la fermeture, un collectif de salarié-e-s lutte pour reprendre leur usine en [SCOP](#), en autogestion. Il lance un appel à financement de 50 000 €, pour acheter des matières premières et relancer la production.

Pour en savoir plus et soutenir le projet des salarié-e-s d'Ecopla, [cliquez ici](#).

(CGT Isère, 26/05/16 ; France 3, 29/01/16)

* * *

À bientôt pour les prochaines infos locales !

Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).

Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 100 événements au cours du mois de juin.

Collectifs, associations, individu-e-s, n'hésitez pas à nous soumettre des événements pour que nous les relayons !